

Une filiale du Groupe Bolloré est l'objet d'une enquête relative à des facturations de prestations de communication en Guinée et au Togo portant sur les années 2009 et 2010, à la suite d'une plainte d'un ancien collaborateur condamné pour détournement d'actifs à 3 ans et 9 mois d'emprisonnement ferme et environ 10 millions d'euros de dommages et intérêts.

Le Groupe Bolloré dément formellement que sa filiale de l'époque SDV Afrique ait commis des irrégularités. Les prestations relatives à ces facturations ont été réalisées en toute transparence. L'audition de ses dirigeants permettra d'éclairer utilement la justice sur ces questions qui ont fait l'objet d'une expertise indépendante qui a conclu à la parfaite régularité des opérations.

Le Groupe Bolloré rappelle que :

- Havas, depuis plus d'un demi-siècle, apporte son expertise en communication à des campagnes politiques dans le monde entier et dans des conditions de transparence irréprochables.
- La partie transport du Groupe Bolloré a investi en Afrique bien longtemps avant la prise de contrôle d'Havas pour des concessions portuaires dont le succès dépend d'investissements colossaux et nécessite une expertise de haut niveau.

Face à une concurrence forte, c'est l'expertise reconnue du groupe, ses capacités financières, son réseau industriel, son expertise portuaire depuis plus de 30 ans, les investissements qu'il réalise sur le continent africain (plus de 2 milliards d'euros sur les 8 dernières années dont 360 millions pour la seule année 2017) qui lui permettent de se voir attribuer des concessions portuaires.

Les concessions obtenues au Togo l'ont été en 2001, bien avant l'entrée du groupe dans Havas et en Guinée, en 2011, à la suite de la défaillance du n°1 (le Groupe étant arrivé en seconde position à cet appel d'offres), défaillance constatée avant l'élection du Président.

Le lien qui tente d'être fait par certains entre l'obtention de ces concessions et les opérations de communication est dénué de tout fondement économique et révèle une méconnaissance lourde de ce secteur industriel.

Les dirigeants du Groupe Bolloré sont heureux de coopérer pleinement avec la justice pour rétablir la réalité des faits.

Le Groupe Bolloré, créé il y a 195 ans, fait partie des 200 premiers groupes mondiaux et emploie 80 000 personnes.